

## Djibouti

### Update on the context and situation of children

La République de Djibouti est un pays très urbanisé dont sept sur dix habitants vivent dans les zones urbaines, et six sur dix vivent dans la ville de Djibouti, principalement à cause du manque d'activités économiques dans les régions de l'intérieur. Le taux de chômage est de 47% (63% pour les femmes), et touche de plus en plus les jeunes, y compris ceux qui sont diplômés.

Le pays est caractérisé par un manque des données à jour concernant le bien-être des enfants, ce qui rend difficile l'appréciation de l'évolution de la situation des enfants et des femmes. Cependant les données disponibles montrent que la pauvreté n'a pas reculé de manière significative depuis 2013 (EDAM 4 2017), avec un taux de pauvreté absolue de 21%, contre 23% en 2013, et un taux de pauvreté globale de 36% contre 41% en 2013, avec des disparités importantes selon les milieux de résidence. Le taux de pauvreté monétaire des enfants se situe à 23% au niveau national et à 67% en milieu rural. L'indice de GINI est de 0.42.

Le pays est entouré de voisins en situation d'instabilité socio-politique, avec des conséquences réelles sur Djibouti, y compris à travers les flux migratoires et de réfugiés, accompagnés d'un risque insécurité et de débordement des tensions sociales à Djibouti. L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) estime à 142,972 (janvier à novembre) le nombre de personnes ayant transité par Djibouti vers les pays du Golfe en 2019 dont en moyenne 16 % d'enfants. Djibouti continue d'abriter plus de 30.000 réfugiés et demandeurs d'asile, soit 6% de plus qu'en 2018, en provenance du Yémen, de l'Éthiopie, de la Somalie et de l'Érythrée. Le pays connaît aussi une forte migration interne due à la sécheresse chronique des dix dernières années, qui a décimé les moyens d'existence des populations rurales.

En 2019, Djibouti a enregistré non seulement les effets de la sécheresse chronique qui se manifeste notamment dans l'insécurité alimentaire et des taux de malnutrition aigüe élevés, mais aussi dans des inondations dévastatrices suite aux pluies diluviennes de Novembre, avec des dégâts significatifs sur les infrastructures et les habitations. Selon les résultats de l'évaluation rapide menée conjointement par le gouvernement et le système des Nations Unies, près de 150.000 personnes (25.000 ménages) ont été affectées.

La dernière enquête de santé de famille de 2012 a indiqué que le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a diminué, en passant de 94 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2006 à 67,8 pour 1 000 naissances vivantes en 2012 avec une acuité plus élevée en milieu urbain (69,2‰) et chez les garçons (74,5 ‰). Le taux de mortalité infantile quant à lui a connu une diminution moindre passant de 67‰ en 2006 à 58‰ en 2012, avec des disparités entre les milieux de résidence et les sexes. Le taux de mortalité maternel a connu la réduction la plus significative depuis 1990 (740 pour 100 000 naissances vivantes contre 383 pour 100 000 naissances vivantes en 2012). En l'absence de données plus récentes, il est difficile d'apprécier la situation actuelle.

Selon l'enquête de couverture vaccinale 2014, la couverture vaccinale des enfants âgés de 0 à 11 mois est estimée à 82,1 % alors que pour les enfants âgés de 12-23 mois le taux est de 82,7 %, avec une disparité assez importante entre les régions. L'enquête nutritionnelle SMART (2019) montre une amélioration de la prévalence de malnutrition aigüe globale (MAG) au niveau national, avec un taux de 10,3 % et un taux de malnutrition aigüe sévère (MAS) de 2,6%. En milieu rural, on observe une prévalence de MAG de 15,1% et une prévalence de MAS de 3,3%, largement supérieures aux taux de prévalence en milieu urbain, de 9,3% (MAG) et 2,4% (MAS).

L'épidémie de VIH/SIDA est généralisée avec une prévalence estimée à 2,5 % chez les adultes, et concentrée dans les zones urbaines. Les données de routine montrent que 78 % des femmes séropositives connues sont sous traitement antirétroviral (ARV) et que 100 % des nouveaux nés de mères séropositives sont sous ARV.

L'enquête EDAM 2017, indique un taux de 90% d'accès à l'eau à Djibouti ville, le double de couverture dans la région de Tadjourah, où l'accès à l'assainissement reste inférieur à 30%.

Le taux de préscolarisation est passé de 13,6% en 2018 à 14,8% en 2019 avec un nombre insuffisant de classes expérimentales mises en place. La couverture de scolarisation au primaire brut est de 92,95% - comprenant notamment la population réfugiée - et de 88,01% sans cette dernière. Cependant, le décrochage reste élevé, comme en témoigne le taux brut de scolarisation au secondaire de 66%. La qualité de l'éducation reste un défi.

Les mutilations génitales féminines (MGF) restent l'une des violations les plus sévères des droits des filles, affectant 78,4% des femmes de tout âge (EDSF-PAPFAM 2012). La région d'Obock affiche un taux extrêmement élevé, à 95% pour les

## Djibouti

femmes de tous âges.

Le taux d'enregistrement des naissances est de 92,6% (EDSF-PAPFAM 2012). Malgré les progrès récents réalisés dans la création d'un environnement favorable à la protection de tous les enfants, le pays est toujours confronté à un cadre juridique et politique faible, une application limitée de la loi et un manque de ressources humaines qualifiées en mesure de fournir des services de protection de qualité.

La nouvelle stratégie de protection sociale axée sur le socle de protection prend en considération la vulnérabilité des enfants, mais le ciblage de ces enfants reste un défi, en l'absence d'une analyse multidimensionnelle des privations des droits des enfants.

Dans le domaine des politiques et stratégiques, le pays a vu 2019 la révision du protocole de prise en charge des nouveaux-nés, l'élaboration d'une politique intégrée de développement de la petite enfance ainsi que l'intégration des compétences de vie courante dans le curriculum de formation.

Dans ce contexte l'action de l'UNICEF est mise en œuvre en contribution directe à 11 sur 17 Objectifs de Développement Durables (ODD).

### Major contributions and drivers of results

L'année 2019 a permis de consolider les avancées réalisées durant la première année de mise en œuvre du programme de coopération 2018 – 2022, et de poursuivre la mise en œuvre au niveau national du plan stratégique global de l'UNICEF. Les avancées réalisées en 2019 ont directement contribué à la deuxième priorité stratégique « Renforcement des services sociaux et développement humain inclusif » du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD Djibouti, 2018-2022).

Les approches et principes stratégiques qui ont guidé la mise en œuvre des programmes de l'UNICEF à Djibouti cette année incluent notamment : i) la mise en œuvre de programmes pour obtenir des résultats à l'échelle ; ii) la programmation tenant compte des sexes ; iii) le plaidoyer pour la cause des enfants chez les décideurs et le grand public ; iv) les partenariats en faveur des enfants ; v) le travail avec les autres agences des Nations Unies ; vi) la génération d'évidences pour susciter le changement en faveur des enfants ; vii) le travail autour du nexus humanitaire-développement.

### **Objectif 1 : Survie et développement**

En termes de l'environnement favorable, le plaidoyer de l'UNICEF a contribué au renforcement de la coordination multisectorielle avec la mise en place d'un comité de coordination pour le projet « Zéro tolérance pour le retard de croissance », impliquant plusieurs secteurs, les partenaires bilatéraux, multilatéraux et agences spécialisées des Nations Unies. De plus, la réalisation d'une enquête nutritionnelle (SMART) a constitué un tournant décisif dans la mise à jour de la situation nutritionnelle des enfants dans le pays et permis la mobilisation des partenaires clés dans la lutte contre la malnutrition.

Dans le domaine du partenariat et de la collaboration avec les autres agences du système des Nations Unies, l'appui de l'UNICEF au Ministère de la sante a été fait en étroite collaboration avec l'OMS, notamment pour la vaccination. Dans le domaine de la nutrition, l'UNICEF a tissé des partenariats avec des partenaires du système des Nations Unies notamment le Programme Alimentaire Mondial, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Union Européenne.

Pour ce qui de l'appui de l'UNICEF au renforcement de l'offre des services dans les domaines de la santé et de la nutrition, les données du système d'information sanitaire du premier semestre 2019 montrent une couverture satisfaisante des services de santé de base. 8,447 accouchements ont été enregistrés cette année dans les deux plus grandes maternités du

## Djibouti

pays (cumulant 90% de l'ensemble des accouchements du pays) et les 8.439 enfants de moins de 5 ans souffrant de diarrhée (sur les 9.556 prévus) traités avec du SRO et Zinc ne sont que des exemples. Par ailleurs, 136.892 enfants de 0-59 mois ont été vaccinés contre la poliomyélite, contribuant ainsi à maintenir le statut « libre de la polio » pour Djibouti et 99.975 enfants ont été vaccinés contre la rougeole.

En matière de la prévention de la transmission de la Mère à l'Enfant sur les 7.807 femmes enceintes ayant reçu un conseil pré-test VIH, 100 % ont été testées, et ont réceptionné le résultat et 10 femmes enceintes séropositives sur 14 ont été mises sous traitement antirétroviral (ARV) au cours du premier semestre 2019 alors que 100 % des nouveaux nés de ces mères VIH+ ont reçus des ARV.

Le renforcement des capacités des prestataires de santé dans la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère (MAS) a permis de maintenir une couverture acceptable de la prise en charge mais la qualité de prise en charge reste à améliorer.

La révision du protocole national des Soins essentiels aux nouveau-nés, l'introduction du coaching pour améliorer les capacités des prestataires et la qualité des soins a offert une réelle opportunité pour accélérer l'offre des services à l'échelle nationale et atteindre de nombreux nouveau-nés avec des soins essentiels de qualité.

Les actions de sensibilisation et promotion des pratiques familiales essentielles à travers le réseau communautaire, ont été essentielles dans le dépistage de la malnutrition et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et de santé, inclus en situation d'urgence. Le renforcement du partenariat avec les organisations communautaires a ouvert des opportunités pour l'intensification de la promotion des pratiques familiales essentielles liées aux 1,000 premiers jours de vie de l'enfant et la réponse aux inondations et les épidémies.

### **Objectif 2 : Education**

L'UNICEF a poursuivi ses efforts pour que les enfants et adolescents, notamment ceux vivant dans des zones défavorisées et/ou en situation d'urgence, suivent une éducation formelle et non formelle dans un environnement favorisant l'acquisition de compétences. Ces efforts ont notamment contribué à l'augmentation du taux brut de scolarisation dans l'enseignement pré-primaire de 13,2 % à 14,8 %, du taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire de 89,1 % à 88,1 %, à l'augmentation du taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire de 52 % à 54,5 %.

L'UNICEF en étroite collaboration avec le MENFOP a coordonné le Groupe Local des Partenaires de l'Éducation (GLPE) en vue de fournir une assistance technique et financière dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action de l'éducation (PAE 2017-2020). L'UNICEF a ainsi contribué à l'atteinte de l'objectif de développement durable 4, en appuyant les partenaires de mise en œuvre dans le développement des plans stratégiques, en facilitant le renforcement des capacités et en promouvant la génération d'évidences.

L'UNICEF a renforcé l'accès équitable à l'éducation formelle et non formelle, notamment pour les enfants des zones rurales, nomades, réfugiés, déplacés ou présentant des besoins spécifiques. Un total de 40.555 élèves (18.421 filles) inscrits dans l'enseignement pré-primaire, primaire, et secondaire ont directement bénéficié des interventions de l'UNICEF. De même, 24.035 adolescents(e)s dont 13.975 filles de 10 à 19 ans ont participé à des programmes de développement des compétences de vie, qui leur ont offert des opportunités d'apprentissage, d'autonomisation personnelle, de développement personnel, d'engagement civique et social vers une citoyenneté active et/ou d'engagement économique.

Dans le domaine de la petite enfance, l'UNICEF a appuyé le développement d'un programme intégré de développement de la petite enfance. Un concept de centre intégré de développement de la petite enfance a été élaboré en soutien au MFF pour qu'ils deviennent des plateformes pour le déploiement d'activités d'engagement communautaire et parental autour des premiers 1 000 jours.

Au niveau de l'éducation primaire et secondaire, formelle et non-formelle, l'UNICEF a travaillé avec le Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle sur le développement de stratégies ciblées afin d'adresser les causes sous-jacentes du décrochage scolaire et de la non-scolarisation des enfants, avec une attention particulière accordée à la mobilisation des filles. L'UNICEF a également soutenu le MENFOP dans la génération d'évidences à travers la conduite d'études et recherches spécifiques en préparation du prochain Schéma Directeur.

## Djibouti

---

Une reconnaissance du programme des centres d'éducation de deuxième chance par le MENFOP été possible grâce aux efforts de plaidoyer de l'UNICEF et a permis de systématiser la prise en considération des sortants dans le système formel et d'intégrer les données du LEC et des garderies communautaires dans l'annuaire statistique national.

En vue de renforcer l'intégration de 12 compétences de vie et du renforcement de la formation qualifiante et l'engagement économique des jeunes, le MENFOP avec l'appui de l'UNICEF a révisé les compétences de vie dans le curriculum de l'enseignement fondamental.

### **Objectif 3 : Protection de l'enfant**

L'UNICEF a poursuivi en 2019 ses efforts de renforcement du système de protection de l'enfance, afin que les enfants et adolescents les plus vulnérables bénéficient de services renforcés, et que les familles et communautés protègent les enfants de la violence, l'exploitation et les abus. Ces efforts ont notamment contribué à réduire la proportion de filles (0-14 ans) victimes de mutilations génitales féminines (MGF) (728 filles ont pu éviter les MGF).

Dans le cadre du renforcement du système de protection de l'enfant, l'UNICEF a renforcé les capacités des travailleurs sociaux et forces de sécurité et a développé un module de formation sur la protection de l'enfant qui est maintenant intégré au curriculum des centres de formation des forces de sécurité. Grâce à ces formations et au plaidoyer de l'UNICEF 103 enfants en conflit avec la loi ont été pris en charge.

De plus la Direction de la population a mené des interventions pour l'octroi d'actes de naissances aux nouveau-nés et de jugements supplétifs aux enfants sans acte de naissance. Ainsi 128 nouveau-nés ont obtenu leurs actes de naissance, 2500 enfants ont bénéficié de jugements supplétifs et de l'octroi d'actes de naissance et 1500 parents ont obtenu leurs pièces d'identités dans la seule région d'Obock.

Par ailleurs, l'UNICEF a fourni – en partenariat avec les organisations non-gouvernementales Lutheran World Federation et Caritas – des services directs aux enfants vulnérables. Caritas a offert un accompagnement psychosocial à 2.133 enfants en mouvement, des services de réunification familiale à 191 mineurs non accompagnés et un paquet de services de base à 749 enfants migrants et vivant dans la rue. LWF a sensibilisé 3.900 membres des communautés hôtes (dont 2.800 femmes) sur la protection de l'enfance et a formé des comités de protection de l'enfance à la gestion des cas d'enfants réfugiés victimes de violence, notamment les cas d'abus sexuel, de maltraitance, de négligence ou d'exploitation (25 cas dont 15 filles pris en charge par 18 comités formés).

Dans le cadre du programme MGF, l'UNICEF a appuyé l'organisation de dialogues communautaires en partenariat avec le Ministère des Affaires Musulmanes et l'Union nationale des femmes djiboutiennes (UNFD) qui ont permis de sensibiliser plus de 63.000 personnes et de renforcer le travail des comités de surveillance formés par l'UNICEF. L'UNICEF a également mobilisé l'ensemble des médias nationaux et locaux, afin de rendre visible les efforts des communautés pour l'accélération de l'abandon des MGF. Il est estimé qu'en 2019, la mobilisation communautaire a permis de sauver 728 filles de l'excision.

Une étude sur les normes sociales et le taux de prévalence est en cours de réalisation en partenariat avec le Ministère de la femme et de la famille, l'Institut national des statistiques et le cabinet d'étude IPSOS. Les résultats de cette étude permettront de connaître le taux de prévalence nationale (les dernières statistiques remontent à 2012) et d'informer les programmes visant au changement de comportement des familles sur la pratique des MGF.

### **Objectif 4 : Eau, assainissement et hygiène (WASH)**

Sous la direction du Ministère de l'agriculture et grâce à la collaboration avec de nombreux partenaires, dont la FAO, l'OIM et la mairie de Djibouti, la proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée a augmenté de 81 à 82 %.

## Djibouti

L'UNICEF a poursuivi ses efforts d'appuyer le pays pour réaliser l'objectif de développement durable 6.1 à travers le renforcement des capacités des autorités nationales, régionales et locales pour élaborer, mettre en œuvre et suivre les politiques et stratégies favorables aux populations vulnérables, pour contribuer à un accès durable et de qualité à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène des populations rurales et périurbaines.

L'amélioration du système national de données, suivi et évaluation sectorielle, le renforcement de les capacités de coordination et opérationnelles de la Direction Hydraulique Rurale ainsi que l'accompagnement logistique ont été crucial pour contribuer à l'extension du réseau national d'adduction d'eau potable et pérenniser ainsi l'accès à l'eau potable pour environ 9,360 personnes additionnelles.

Les interventions WASH en urgence ont contribué à améliorer de manière significative l'accès aux services essentiels d'eau, assainissement et hygiène pour les populations affectées par les déplacements ainsi que par les chocs naturels liés à la sécheresse en zone rurale et aux inondations en zone urbaine. Un total de 1.437 personnes touchées par des crises ont bénéficié d'un accès amélioré à l'eau potable et reçu l'accès à de nouvelles installations sanitaires, résultat direct de l'intervention de l'UNICEF. L'extension du partenariat vers les acteurs non conventionnels - telle comme la mairie de Djibouti - a également permis d'atteindre a plus que 7500 avec de services de promotion de l'hygiène. Un total de xx ménages ont reçu un appui sous forme de kits d'hygiène pour faire face aux conséquences des inondations et autres catastrophes naturelles.

Environ 623 élèves de 11 écoles ont bénéficié d'activités de promotion de l'hygiène en milieu scolaire axées sur le lavage des mains au savon et 10 communautés ont bénéficié du renforcement des capacités des comités d'hygiène pour accompagner les activités de promotion de l'hygiène au sein de leur communauté qui a touché un nombre estime à 31.422 personnes.

### **Objectif 5 : Politique sociale**

L'UNICEF a poursuivi ses efforts de renforcement du système de protection sociale en faveur des enfants et adolescents les plus vulnérables, y compris en situation d'urgence,

Djibouti disposera bientôt d'un cadre de travailleurs sociaux formés pour faciliter l'atteinte des résultats à l'échelle pour la protection sociale, grâce à un partenariat avec l'Institut national tunisien pour la protection sociale (INTS) et l'appui financier, technique et logistique de l'UNICEF. Ceux-ci bénéficieront d'une série de formations étalées sur deux années, dont la première a eu lieu en septembre 2019 au profit de 40 travailleurs sociaux. Également, les capacités des guichets sociaux ont été renforcées à travers l'aménagement des espaces de deux guichets sociaux à Djibouti-ville, afin d'augmenter leurs capacités d'accueil et de confidentialité, et d'équiper en matériels informatiques et bureautiques les guichets sociaux des cinq régions de l'intérieur. Toujours dans le cadre du renforcement des capacités des guichets sociaux, l'UNICEF a continué à les réflexions pour la mise en place à titre pilote des guichets sociaux intégrés regroupant plusieurs services essentiels.

Aussi, suite à la recherche formative sur les Pratiques sociales essentielles, l'UNICEF est en train d'appuyer l'élaboration d'une stratégie nationale des PSE qui contiendra des messages spécifiques à chaque mesure d'accompagnement au programme national de transferts d'espèces. Dans ce domaine, l'UNICEF a construit des partenariats solides avec la Banque Mondiale, le Programme alimentaire Mondial et l'Union Européenne afin de les mobiliser autour du même paquet de PSE.

Enfin dans le cadre de la réponse aux inondations de novembre, l'UNICEF a participé avec le système des Nations Unies à l'évaluation rapide menée sous la coordination du Secrétariat exécutif de la gestion des risques et des catastrophes (SEGRC). L'UNICEF a apporté une première réponse rapide à l'urgence en participant avec le PAM, sous la coordination du MASS, à la distribution des coupons à 6,500 familles touchées par les inondations sur les 12.000 familles identifiées.

Le manque de données mises à jour et les difficultés de coordination constituent les principaux défis communs à tous les secteurs. L'UNICEF en collaboration avec les différents partenaires techniques et financiers mène du plaidoyer à différents niveaux de prise des décisions pour remédier à cette situation et lever les goulots d'étranglement.

### **Genre :**

## Djibouti

En 2019, UNICEF Djibouti a contribué à faire avancer deux priorités ciblées du Plan d'Action Global Genre (éducation secondaire pour les filles et développement des adolescents) et trois priorités intégrées (soins de santé maternelle, égalité du genre dans l'accès à l'éducation et prévention des violences basée sur le genre).

Tandis que la prise en compte des besoins spécifiques aux filles et garçons, femmes et hommes, a été assurée de façon transversale à travers l'ensemble des programmes mis en œuvre, les activités suivantes ont spécifiquement ciblé les besoins des femmes et filles :

1. Un état des lieux des dortoirs - mis en place par le MENFOP comme stratégie privilégiée pour promouvoir la scolarisation au secondaire a permis de constater qu'aucun des dortoirs fonctionnels n'accueille des filles. Malgré le fait que les parents sont favorables à la scolarisation des filles, ils craignent pour la sécurité de leurs filles. Une réflexion holistique sur des mesures alternatives pour la promotion de la scolarisation des filles sera menée en début 2020.
2. Un total de 24.035 adolescents (dont 13.975 filles) filles et garçons ont bénéficié d'opportunités de renforcement de leurs compétences de vie, y compris dans l'engagement civique et social, l'autonomisation et le développement personnel et de l'employabilité.
3. En ce qui concerne les priorités intégrées, le renforcement des capacités des professionnels de santé a permis une meilleure qualité des soins proposés aux femmes enceintes et allaitantes et le programme communautaire pour la promotion des normes favorables à l'abandon des MGF a renforcé les connaissances de 24.000 membres de communautés.

### **Humanitaire:**

En 2019, l'appui de l'UNICEF dans le cadre de la réponse humanitaire a permis de répondre aux besoins des familles affectées par les inondations (20.000 ménages soit 150.000 personnes) avec la distribution de kits d'hygiène, le vidange des latrines inondées et la promotion de l'hygiène à Djibouti Ville.

Dans les régions où la prévalence de la malnutrition aiguë sévère est élevée et où le taux de malnutrition aiguë globale est supérieur au seuil d'urgence, l'UNICEF continue de fournir une aide humanitaire en fournissant des services thérapeutiques aux enfants touchés. En outre, les interventions visant à accroître l'accès à l'eau et à promouvoir des comportements hygiéniques ciblent les communautés touchées par l'insécurité alimentaire afin de créer des synergies entre les interventions WASH et les interventions nutritionnelles et de répondre aux crises récurrentes de diarrhée aqueuse aiguë.

Dans le cadre des services de protection ciblant les enfants en mouvement (réfugiés et migrants), l'UNICEF a appuyé en 2019 à travers des partenariats avec les ONG Lutheran World Federation (LWF) dans les sites réfugiés et Caritas à Djibouti Ville la provision de services directs aux enfants vulnérables. Ceci comprend par exemple, la réunification familiale pour 191 mineurs non accompagnés, un paquet de services (y compris accompagnement psychosocial, alphabétisation, nourriture, soins médicaux) livré à 749 enfants migrants vivant dans la rue et la sensibilisation de 3.900 membres des communautés hôtes (dont 2.800 femmes) sur la protection de l'enfance.

### **Lessons Learned and Innovations**

- En matière de leçons apprises, 2019 a vu la mise en place de systèmes de suivi en temps réel des interventions appuyées par l'UNICEF auprès des institutions gouvernementales et communautaires qui a amélioré considérablement la réaction rapide de l'UNICEF mais aussi du Gouvernement en opérant des ajustements nécessaires à temps. Ce système a permis l'amélioration du suivi de l'exécution des activités, a accru la redevabilité des institutions vis à vis des services rendu à la population et amélioré d'une manière générale la planification et l'obtention des données de qualité.

## Djibouti

- Aussi l'intégration des partenaires de mise en œuvre des programmes de la société dans les résultats sectoriels a constitué une leçon apprise. En effet l'ouverture du gouvernement à reconnaître et prendre en considération capacités d'exécution des partenaires non-gouvernementaux a eu un impact certain sur la vue d'ensemble des interventions sectorielles et donc leurs exactitudes dans la planification mais aussi sur le rapportage des résultats notamment en matière des couvertures. Cette ouverture a conforté les secteurs qui l'ont accepté dans leur rôle de régulateur du secteur sur le plan normatif, de supervision et contrôle qualité de toutes les interventions sectorielles. Ça été le cas dans le secteur de l'eau, l'Assainissement et l'Hygiène où le Ministère de l'agriculture a entrepris de consulter toutes les parties prenantes afin de s'assurer de leur alignement sur les objectifs nationaux et avoir un contrôle technique sur leurs réalisations mais aussi s'approprier les résultats atteints par leurs interventions. Cela a été aussi le cas du Ministère de l'éducation nationale qui a intégré depuis un certain temps tous les intervenants dans le plan d'action de l'Éducation.

- Enfin la nécessité de s'engager dans une logique de préparation de plans de contingence et d'approche de réduction de risque de catastrophes avec le gouvernement pour être en mesure de faire face aux intempéries/inondations récurrentes et éviter que les mêmes structures soient à chaque fois touchées est autre leçon apprise de l'année. La section Eau, Assainissement et Hygiène qui avait préparé un plan de contingence du secteur a su répondre à temps même si le secteur est soumis aux mêmes difficultés de coordination qui prévaut dans le pays. Dans cette situation il est nécessaire pour l'UNICEF de s'engager au moins avec ses partenaires de mise en œuvre dans la logique de préparation à l'urgence.

### Les principaux défis sont les suivants :

- Malgré les progrès en 2019 dans la conduite d'enquêtes thématiques sur la malnutrition et les MGF, l'absence de données d'enquête à jour sur les indicateurs clés de la situation des enfants depuis 2012 continue à poser un défi pour le suivi des progrès vers l'atteinte des ODD et les autres objectifs nationaux de développement, pour l'évaluation des différents programmes mis en œuvre et pour la planification basée sur les évidences en général. Les systèmes administratifs produisent des données de qualité variable qui ne sont pas systématiquement partagées en temps opportun. Etant donné que la conduite d'enquêtes thématiques ne représente pas généralement un bon rapport cout-efficacité, vu la taille des échantillons nécessaires pour produire des données représentatives au niveau national, la nécessité de conduire dans les meilleurs délais une enquête transversale de type MICS/EDS s'impose (la dernière enquête de ce type remonte à 2012). En 2020, l'UNICEF fera un plaidoyer et proposera son assistance technique pour mener une enquête MICS et les différents programmes continueront à appuyer les systèmes d'information sectoriels afin de renforcer la qualité et la complétude des données ainsi que les capacités d'analyse de données au niveau des partenaires.

- Le deuxième défi concerne les mécanismes de coordination sectoriels dont la faiblesse continue à poser un obstacle à une programmation coordonnée entre les différents acteurs. Bien qu'un certains nombre de mécanismes existent au niveau conceptuel, ils ne sont pas fonctionnels dans la majorité des secteurs, avec les exceptions notables de l'éducation et de la protection sociale et de façon embryonnaire dans le secteur WASH. Par conséquent, les actions des différents intervenants gouvernementaux et des partenaires techniques et financiers souffrent parfois d'un manque de coordination et il y a un risque réel de duplication des actions, notamment dans les secteurs ou domaines qui attirent l'intérêt de beaucoup d'acteurs ou des financements conséquents. En outre, l'absence de mécanismes de coordination entraîne dans certains secteurs ou sous-secteurs un vide ou un manque de clarté en termes de leadership sur des thématiques données, y compris sur les rôles et mandats des Agences du système des Nations Unies. En réponse à cette situation l'UNICEF continuera en 2020 à participer activement aux groupes sectoriels qui existent et à plaider sous le leadership de la Coordinatrice Résidente pour l'établissement des autres groupes de coordination.

- En matière d'innovation, le bureau a développé plusieurs initiatives qui ont permis de mener les interventions au profit des femmes et enfants vulnérables d'une manière différente. En effet incontestablement l'introduction de Data For Action a été l'innovation technologique qui a complètement changé la façon de travailler avec le partenaire de mise en œuvre et de percevoir rapidement des changements importants. Aussi le travail mené auprès des jeunes bloggers a permis de toucher de manière substantielle les cibles du programme de coopération notamment les adolescents et jeunes. Courant 2019 le bureau a noué un nouveau partenariat avec le Centre Technologique d'Information et Développement qui a permis d'organiser le premier forum des adolescents et jeunes dans le monde arabe. Dans le domaine de l'éducation le projet de sac solaire en faveur des élèves scolarisés en milieu rural pour favoriser leur apprentissage durant la nuit a constitué une autre initiative que le bureau a mené.

- Cependant si certaines de ces initiatives comme le D4A ont fait la différence, elles ne sont pas toujours évidentes à mettre en œuvre. En effet malgré l'engouement des jeunes pour le réseaux sociaux l'accès physique et financier de ces jeunes à l'internet reste une grande barrière. Aussi la disponibilité du marché intérieur pour confectionner les sacs solaires de qualité à un prix accessible constitue un goulot d'étranglement qui peut être difficilement levé.